

Conseil régional paneuropéen Déclaration sur la situation et la sortie de crise en Ukraine

1. C'est avec une inquiétude grandissante que les syndicats d'Europe suivent les événements qui se déroulent en Ukraine et dont les répercussions, outre celles affectant directement le peuple ukrainien, ont des conséquences géopolitiques d'une grande portée. Les images en provenance de l'emblématique place Maïdan et des rues de Kiev ont montré l'intensité de la volonté populaire réclamant dignité, droits démocratiques et avenir librement choisi. La population a également démontré une remarquable détermination face à un système oligarchique de gouvernance de l'état fondé sur la corruption et l'abus de pouvoir qui n'a pas hésité à répondre avec un mépris flagrant des droits de l'homme et par un usage irresponsable de la force, de la violence et d'armes à feu. Le résultat désastreux en a été la perte de dizaines de vies humaines, des blessés par centaines et une destruction de biens publics plongeant l'économie et la société dans un tourbillon d'instabilité, de conflits internes et de défis sécuritaires et d'intégrité nationale impliquant de puissants intérêts étrangers. Malheureusement, de violents groupes fascistes et néo-nazis, auxquels nous sommes totalement opposés, ont cherché à détourner cette pacifique révolution politique à leur avantage.
2. Les citoyens et les travailleurs en particulier ont payé et continuent à payer le prix d'années de politiques irresponsables, de gestion de l'économie hors de tout contrôle et d'un mépris systématique et généralisé des droits et des libertés du peuple.
3. Sortir de la crise exigera des efforts herculéens de la part du peuple d'Ukraine. La réussite demandera de la motivation, une mobilisation nationale et un solide consensus public pour traverser les temps difficiles qui s'annoncent. Les acquis économiques et sociaux de la population ukrainienne étaient déjà sous pression et les politiques d'ajustement à venir pourraient les menacer plus encore et ainsi saper la base même de l'indispensable consensus national. Un soutien de l'extérieur, y compris financier, devrait motiver et encourager la transparence et l'inclusion des parties prenantes ainsi que la responsabilité démocratique à tous les stades du processus de stabilisation et de relance.
4. Pour affronter les véritables défis et assurer une sortie de crise pacifique, efficace et socialement acceptable, les organisations membres du Conseil régional paneuropéen ont défini une première série de mesures urgentes à mettre en œuvre dès que possible :
 - Aucune solution n'est possible sans paix. Une décrispation des tensions, davantage d'efforts diplomatiques et de respect pour la constitution ukrainienne et les intérêts de toutes les parties, y compris l'intégrité territoriale et le retrait de toutes les forces armées, sont les seuls moyens pour aboutir à une solution pacifique. Tous les acteurs internes et externes doivent faire preuve d'un maximum de retenue dans leurs déclarations et limiter leurs actions dans le respect des règles du droit international et des principes constitutionnels tout en laissant au peuple ukrainien la possibilité de définir librement son avenir.
 - Les efforts pour évoluer vers un système politique et des institutions publiques fonctionnelles vraiment démocratiques doivent être poursuivis au travers d'élections libres et régulières et d'une réforme de la constitution qui offrent une véritable égalité de droits et l'inclusion de tous les citoyens en respectant

pleinement toutes les minorités – culturelles, linguistiques ou religieuses – dans toutes les régions d'Ukraine. Les actes de violence, l'appropriation illégale d'argent public et les abus dans la fonction publique doivent faire l'objet d'enquêtes et les auteurs doivent être présentés devant la justice et bénéficier de procès équitables.

- L'UE et les institutions financières internationales doivent concevoir des mesures d'assistance de manière à intégrer une dimension sociale efficace aux réformes, y compris des droits syndicaux et des travailleurs, afin d'éviter une nouvelle dégradation des conditions de vie et de travail au cours de la période d'ajustement. Les syndicats européens insistent vivement sur le fait que recourir à une approche fondée sur une politique d'austérité telle que celle pratiquée par la « troïka » FMI-UE-BCE serait une grave erreur exposant l'Ukraine à un risque accru de récession, de déstabilisation et de désespoir social qui aurait des conséquences dans toute la région, tant à l'ouest qu'à l'est.
 - Tout comme le dialogue civil, le dialogue social entre syndicats et organisations patronales est indispensable pour garantir des réformes durables et légitimes et pour convaincre la population que les résultats seront à la hauteur de leurs efforts et de leurs sacrifices. Les normes de travail et les normes sociales internationales et européennes constituent un cadre de référence clair reposant sur des expériences concrètes acquises lors de transformations précédentes en Europe de l'Est, y compris dans des États membres de l'UE.
 - Des services publics efficaces et abordables sont la meilleure ligne de défense contre la marginalisation sociale et le risque de transformer une révolution politique en explosion sociale. Les mesures d'assistance externe doivent clairement donner priorité au soutien de services publics de qualité pour stabiliser les effets des réformes financières et économiques sans les compromettre à long terme.
5. Les syndicats européens et le mouvement syndical international expriment leur solidarité totale envers les syndicats et les travailleurs d'Ukraine. Ils apporteront un soutien sans faille à leurs affiliés ukrainiens dans les moments difficiles qui se présentent afin de contribuer au processus de relance et de développer des systèmes de relations du travail et de politique sociale que les travailleurs ukrainiens méritent et pour lesquels ils se sont battus.

Bruxelles
10 mars 2014